

PROTOCOLE D'ENTENTE 2019-2020
sur le soutien de Culture Lanaudière

ENTRE

LA TABLE DES PRÉFETS DE LANAUDIÈRE, représentée par monsieur Normand Grenier, président, ayant son siège au 300A, rue Dorval, L'Assomption, Québec, J5W 3A1 dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil numéro **TPL116-09-2019** adoptée le 23 septembre 2019 et dont copie est jointe à la présente entente,

ci-après appelée la « **TPL** »

ET

CULTURE LANAUDIÈRE corporation légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38), ayant son siège au 165 Rue Lajoie Sud, Joliette, QC J6E 5K9 représenté par le président, monsieur Jean-Pierre Corneault, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration numéro CA-2019-01-31-06, dont copie est jointe à la présente,

ci-après appelé « **CULTURE LANAUDIÈRE** »

ci-après désignés les « **PARTIES** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'article 126.2 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), ci-après la LCM, prévoit qu'une municipalité régionale de comté (MRC) peut prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional sur son territoire;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 126.3 de cette loi, une MRC peut conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes concernant son rôle et ses responsabilités relativement à l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 126.2 de la LCM, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE l'Entente relative au Fonds de développement des territoires (FDT) intervenue entre le **MAMOT** et les **MRC** permet à celles-ci de recourir au FDT pour financer toute mesure de développement local et régional qui peut porter notamment sur la mobilisation des communautés et le soutien à la réalisation de projets structurants pour améliorer les milieux de vie dans les domaines social, culturel, économique et environnemental;

ATTENDU QU'une entente de délégation est intervenue entre les 6 MRC de Lanaudière et la **TPL**, déléguant à celle-ci certaines compétences en développement régional;

ATTENDU QU'en vertu de cette entente de délégation, les MRC du territoire ont octroyé à la **TPL** une enveloppe de soutien aux projets structurant régional afin de soutenir des enjeux à caractères régionaux ;

ATTENDU QUE Culture Lanaudière a déposé une demande dans le cadre de l'enveloppe régionale de soutien aux projets structurants de la **TPL** pour un projet de soutien au fonctionnement de l'organisation, d'une durée de 2 ans ;

ATTENDU l'importance du secteur culturel dans Lanaudière et la volonté de la **TPL** de soutenir un acteur favorisant la concertation, la formation et le développement de ce secteur ;

ATTENDU QUE suite à l'analyse, il a été résolu par la **TPL** de soutenir l'organisation pour 1 an afin de leur permettre de finaliser la mise en œuvre leur plan de redressement et d'évaluer par la suite le soutien à offrir en regard des résultats obtenus ;

EN CONSÉQUENCE, les **PARTIES** conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de préciser les engagements et les responsabilités des **PARTIES** en vue de favoriser le développement des activités de **CULTURE LANAUDIÈRE** par la mise en commun de ressources financières ou autres, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.


2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

2.1 Objectif général visé :

Soutenir le fonctionnement de Culture Lanaudière afin de favoriser le développement du secteur culturel, l'accompagnement et la formation des artistes et la mise en valeur de la culture lanaudoise :

2.2 Les sous-objectifs visés :

- 2.2.1 Maximiser l'accessibilité et accroître la démocratisation des arts et de la culture dans Lanaudière ;
- 2.2.2 Accompagner les artistes dans leurs différentes démarches, entre autres au niveau du dépôt de projets afin d'obtenir des subventions ;
- 2.2.3 Soutenir le partenariat dans le développement des arts et de la culture dans Lanaudière ;
- 2.2.4 Accroître le sentiment d'appartenance et de fierté des Lanaudois



2

- 2.2.5 Permettre à Culture Lanaudière de finaliser la mise en œuvre son plan de redressement afin de retrouver, à terme, l'équilibre budgétaire ;

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

- 3.1 Participer à la réalisation des objectifs de la présente entente ;
- 3.2 S'assurer d'un transfert d'information bilatéral entre les parties relativement à la présente entente ;
- 3.3 Verser les sommes prévues selon les modalités indiquées à l'article 4.

4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

4.1 Engagements de la TABLE

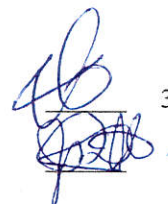
La TABLE s'engage à :

- 4.1.1 Sous réserve des disponibilités budgétaires et de la confirmation annuelle des crédits pour l'année financière 2019-2020 affecter à la mise en œuvre de l'entente, dans le cadre de l'enveloppe de soutien aux projets structurants, un montant de 25 000 \$ réparti de la façon suivante :
- 20 000 \$ à la signature de l'entente (80 % du montant octroyé) ;
 - 5 000 \$ au 30 juin 2020, suite à l'analyse du rapport de reddition de compte pour l'année en cours (20% du montant octroyé) ;
- 4.1.2 Favoriser la collaboration et la concertation des partenaires lorsque nécessaire ;
- 4.1.3 Assurer le suivi administratif de l'entente ;

4.2 Engagements de CULTURE LANAUDIÈRE

CULTURE LANAUDIÈRE s'engage à :

- 4.2.1 Réaliser les actions prévues dans le cadre du projet déposé à la Table des préfets, joint à la présente entente à l'annexe 1, et prendre le leadership des activités prévues ;
- 4.2.2 Soumettre à la Table des préfets toutes modifications significatives au plan d'action joint à la présente entente ;
- 4.2.3 Finaliser la mise en œuvre son plan de redressement, atteindre l'équilibre budgétaire pour l'année en cours et générer des revenus suffisants afin de diminuer son passif ;
- 4.2.4 Utiliser l'aide financière octroyée aux seules fins prévues à l'entente et aviser les **PARTIES** d'une modification dans les sources de revenus de l'organisme ;
- 4.2.5 Remettre à la **TABLE** un rapport d'activités comprenant un bilan faisant état des actions menées pour la mise en œuvre de l'entente, ses états financiers faisant rapport de l'utilisation des aides financières reçues et son budget prévisionnel au plus tard 90 jours après la fin du présent protocole d'entente ;
- 4.2.6 Réaliser son mandat en conformité avec les lois et les règlements en application au Québec.



5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2020. Les dépenses admissibles sont toutefois rétroactives au 1^{er} avril 2019. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. À la fin de cette entente, les **PARTIES** conviendront, s'il y a lieu, des modalités de son renouvellement.

6. CONFLITS D'INTÉRÊTS

Les **PARTIES** doivent éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt de ses administrateurs et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit pour la mise en application de la présente entente.

7. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, l'autre **PARTIE** se réserve le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre un avis de résiliation écrit à l'autre **PARTIE**, énonçant les motifs de résiliation. La partie défaillante aura trente (30) jours ouvrables à compter de la date de réception de cet avis pour y remédier à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui s'est prévaluée de son droit à la résiliation.

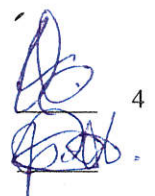
Advenant la résiliation, **CULTURE LANAUDIÈRE** s'engage, le cas échéant, à rembourser à la TPL tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée au prorata de son engagement respectif dans un délai de 60 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins du calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées sont admissibles pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les initiatives, projets ou interventions visés par la présente entente.

8. CAUTION ET RESPONSABILITÉS

La présente entente n'implique aucun cautionnement des partenaires à l'égard de **CULTURE LANAUDIÈRE**, de ses biens et de ses services.

CULTURE LANAUDIÈRE s'engage, d'une part, à assumer seule toute responsabilité légale à l'égard de tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de l'objet de la présente entente et, d'autre part, à tenir indemnes les partenaires de la présente entente, advenant toute réclamation pouvant en découler et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de réalisation de l'objet de la présente convention.



4

9. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES** (addenda). Cet addenda ne peut changer la nature de la présente entente et en fera partie intégrante.

10. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de la clause 12 de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par courriel, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour la TPL :

Madame Dominique Masse
Directrice
CP 57062 BP Visitation PO
Saint-Charles-Borromée, Québec, J6E 4N0
dmasse@prefetslanaudiere.com

Pour CULTURE LANAUDIÈRE :

Madame Andrée Saint-Georges
Directrice générale
165 Rue Lajoie Sud,
Joliette, QC J6E 5K9
andree.saint-georges@culturelanaudiere.qc.ca

11. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

12. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

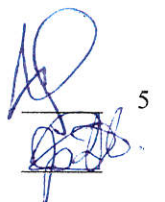
CULTURE LANAUDIÈRE reconnaît que la **TPL** peut annoncer les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des organismes signataires;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire couvert;

La présente entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les **PARTIES** signataires, à moins d'avis contraire.

CULTURE LANAUDIÈRE s'engage à assurer la visibilité de la **TPL** lors de toute activité de communication relative à l'entente et sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** doivent être informées, par écrit, au moins dix jours avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.



5

13. SIGNATURES

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, ils ont signé :

POUR LA TABLE DES PRÉFETS DE LANAUDIÈRE



Monsieur Normand Grenier
Président

Date

Lieu

POUR CULTURE LANAUDIÈRE,

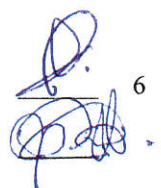


Monsieur Jean-Pierre Corneault
Président

Date

27/01/2020

Lieu



6